



CIBLE

Décomptes

Le mensuel Causeur nous affirme qu'il doit être lu surtout si l'on n'est pas d'accord. Eh ! bien, nous ne sommes pas d'accord avec la une de son numéro d'avril affirmant que Marine Le Pen représente « *un Français sur quatre* ». C'est faire du décompte de voix à l'estomac.

Il est vrai que le Front national est, aux départementales, le premier parti de France en nombre de voix : plus de 5,1 millions au premier tour. Ce total représente en effet 25 % des suffrages mais certainement pas « un Français sur quatre » !

Il faut en effet banalement distinguer le pourcentage par rapport aux suffrages exprimés et le pourcentage par rapport aux inscrits. Or, aux départementales, le Front national représente 10,19 % des inscrits !

Dans son article, Elisabeth Lévy écrit très justement que les électeurs du Front national ne sont pas « *cinq millions de fachos* » sans nous dire qu'ils ne font pas le quart des 44,6 millions d'électeurs inscrits sur les listes... moins nombreux que tous les Français en âge de voter.

La question du Front national est trop sérieuse (lire notre éditorial) pour qu'on la laisse aux commerciaux.

Société

La panique identitaire

p. 6-7

Espagne

Podemos
et le roi

p. 2

UE

Travailleurs
détachés

p. 4

Rédaction-administration

38, rue Sibuet - Boite no 13
75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Décomptes

P 2 : Espagne - Podemos
et le roi

P 3 : Clowns - Un jour au
cirque

P 3 : Écho des blogs : Les
pièges du libre-échange

P 4 : Union européenne -
Travailleurs détachés

P 5 : Europe - La fermeture
de la Méditerranée

P 5 : Brèves : Italie, Liech-
tenstein, Barbade, Cam-
bodge, Brésil

6/7 : Société - La panique
identitaire

P 8 : La Manif pour tous -
Les nouveaux conservateurs

P 9 : Idées - Le trésor de la
prose française

P 10 : Italie - Le roi invi-
sible

P 11 : Mercredis de la NAR
- Souscription annuelle

P 12 : Éditorial - Tout ça
pour ça par Marc Sévrien

**Communiquer
avec la NAR**

info@nouvelle-action-
royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Espagne

Podemos et le roi

Exercer seul le pouvoir est l'objectif poursuivi par Podemos. Son discours, au sujet de la monarchie, illustre à merveille une stratégie qui lui a permis d'émerger. Mais celle-ci touche peut-être à ses limites.

Courant mars, une demande est parvenue au palais de La Zarzuela qui a étonné quelques observateurs. Au cours d'une déclaration reprise par l'agence Reuter, Pablo Iglesias Turrión, leader de Podemos, le nouveau parti qui monte et engrange les voix face au discrédit du Parti Populaire (PP) et au Parti socialiste, a demandé une audience au roi. Rien d'étonnant dans une démocratie à ce qu'un mouvement, doté d'élus au Parlement européen et depuis peu à celui d'Andalousie - en attendant ce que lui donneront les nombreux autres scrutins prévus pour 2015 - sollicite plus précisément une entrevue avec le chef de l'État. Pour en dire du bien... Pour l'ancien militant des jeunes communistes, Philippe VI d'Espagne aurait en effet « toutes les chances » de gagner une élection présidentielle, du fait de « l'énorme sympathie » qu'éprouvent pour lui les Espagnols.

Cet étonnant jugement positif fait écho à de précédentes déclarations. Déjà, fin décembre, à la suite du traditionnel message de Noël adressé à toute la nation, quelques compliments avaient fusé. Commentant l'un de ces discours traditionnels - pour lesquels un monarque constitutionnel a le plus de latitude pour choisir ses termes -, les représentants de Podemos s'étaient officiellement réjouis du diagnostic posé par le nouveau souverain. Irène Montero, responsable des mouvements sociaux au sein du nouveau parti, avait déclaré que le roi avait fait « une bonne analyse de la situation actuelle de son pays », ajoutant toutefois que ces bonnes paroles ne

suffiraient pas à elles seules à mettre fin « au chômage et à la corruption. » Le secrétaire général de Podemos, bien sûr, accompagne sa demande d'audience d'une déclaration de principe - intention moins surprenante et un peu plus en phase avec les attaques, elles constantes, lancées par Juan Carlos Monedero, intellectuel plutôt franc-tireur du mouvement. « Il serait bon pour la démocratie, précise donc Pablo Iglesias Turrión au sujet du roi, qu'il ne soit pas roi en raison de l'hérédité, mais parce que les Espagnols aient voté en sa faveur. » Et indique également quel est l'objectif politique essentiel poursuivi par le mouvement : « un processus constituant au cours duquel puisse se discuter de nombreuses questions, notamment celles qui ont à voir avec la forme de l'État. »

Ainsi la stratégie en matière de réforme institutionnelle est-elle clairement annoncée : Il n'y aura pas de réforme que les Espagnols n'aient pas désirée, mais l'objectif politique est bel et bien d'en finir avec la monarchie. Contrairement à un Jean-Luc Mélenchon, qui déclarait il y a quelques mois qu'il fallait abolir toutes les monarchies d'Europe, le jeune leader européen préfère en fait passer par la conquête de « l'hégémonie culturelle ». Celle-ci, théorisée par l'Argentin Ernesto Laclau - compagnon de route déçu du péronisme - comme aime à le rappeler Íñigo Errejón, autre intellectuel organique de Podemos - consiste à mettre en place un ensemble de phrases et de symboles qui soit en mesure de rallier une majorité de citoyens, selon une vision politique du peuple telle que définie par

le grand intellectuel du post-marxisme Antonio Gramsci. Effrayer ne sert à donc rien : il faut d'abord convaincre ! Ainsi faut-il lancer des mots-balises, comme par exemple « chef de l'État », à remplir peu à peu du sens que l'on souhaite bien leur donner et qui feront la conquête des esprits. Ernesto Laclau, avait donc pour objectif de proposer une stratégie discursive permettant, à partir du milieu des années quatre-vingt, de contrecarrer « l'hégémonie culturelle » d'une droite ultra-libérale qui partit à la conquête du monde, et dont Ronald Reagan et Margaret Thatcher étaient les principaux porte-paroles.

On le voit, la conquête de l'hégémonie culturelle ne peut se concevoir sans arrière-plan politique. Gare à la manœuvre, si elle est mal engagée. Et, dans le cas de l'Espagne contemporaine, il n'est pas sûr que ceux qui ont révolutionné la manière de faire de la politique et créé la surprise ne parviennent à faire prévaloir complètement leurs vues dans le domaine institutionnel. Selon une grille de lecture issue de la gauche de la gauche, Podemos avance l'hypothèse d'une crise de régime due au fait que les partis issus de la Transition démocratique se seraient, depuis, succédé au pouvoir sans intention de partage. La paix des braves établie après la mort du dictateur Franco n'aurait, en fait, été qu'une manière, pour l'establishment, de se maintenir au pouvoir, la monarchie « bourbonnienne » lui servant de meilleur garant possible. Le risque, pour Podemos, est que bien peu d'historiens partagent cette analyse très certainement erronée, comme toutes les vues par trop complotistes de l'histoire. La monarchie espagnole, comme toutes les autres en Europe, sait qu'elle a rempli son rôle historique et permis l'intégration à la vie politique de la masse de la population. Philippe VI, lui, peut se targuer, d'un parcours sans faute depuis le début de son règne. Au cours de cette audience à venir, le roi de tous les Espagnols saura rappeler les règles fixées par le peuple souverain.

Christophe BARRET

Un jour au cirque

Vous connaissez le rire jaune mais vous préférez sans doute le rire vert : celui qui monte aux lèvres quand les écolos se disputent le bout de gras. L'écologie verte est une égoïe.

Fiers de leur immense succès aux élections départementales, les dirigeants d'Europe Écologie Les Verts (EELV) se demandent s'ils doivent ou non revenir au gouvernement. Enfin, pas tous mais quelques-uns. Et surtout un, président du groupe EELV au Sénat et jeune génie d'un parti qui a fait 2,31 % des voix à la présidentielle.

Comme EELV a réédité son exploit lors des élections départementales, avec 2,02 % des suffrages exprimés, les dents qui rayaient le plancher depuis 2012 se sont mises à mordre les marches de l'Élysée. (1)

Les Verts compteraient-ils plus d'ambitieux que d'adhérents, selon la remarque de Jacques Julliard ? C'est assez difficile à dire car dans le maquis des tendances et des sous-tendances, on doit bien trouver des puristes, des rêveurs et même des écologistes sincères. Mais pour ce qui est des manœuvriers, les experts distinguent quatre groupes :

Les négociants ne veulent pas participer au gouvernement mais souhaitent proposer à François Hollande un marché : pas de candidature verte en 2017 en échange d'un peu de proportionnelle aux législatives pour avoir plus de députés.

Les mecs et les nanas de gauche pensent que Valls est un mec de droite et ne veulent pas faire affaire avec lui.

Les antifascistes vivent en 1935 et veulent l'union de

toutes les forces populaires pour chasser la bête immonde dont le ventre est encore fécond.

Les affamés sont d'autant plus pressés de s'asseoir à la table de leurs maîtres que l'échéance de 2017 se rapproche. Jouir du pouvoir pendant deux ans, ce n'est pas l'herbe ! C'est ce qu'on appelle le courant « réaliste ».

Ce sont les chefs de cette dernière meute - Jean-Vincent Placé, François de Rugy, Barbara Pompili - qui ont réuni à l'Assemblée nationale, le samedi 4 avril, une partie du gratin écolo. Une partie seulement car on n'a pas vu Dany l'ex-rouge, José Bové et Cécile Duflot pointer le bout de leur nez. Mais tout de même, quel cirque ! Il y avait là Antoine Waechter, dans le rôle du Revenant, Corinne Lepage, Jean-Luc Bennhamias, Robert Hue et bien d'autres rescapés des campagnes du siècle passé sous la houlette d'Emmanuelle Cosse, patronne des Verts qui joue les arbitres et touille déjà son fricot avec Manuel Valls.

Comme dans tout cirque, il y eu un grand numéro de clowneries verbales. On a évoqué la création d'un « pôle écologiste pragmatique et responsable » et une « maison commune des progressistes, démocrates et écologistes ». Cela sentait la putasserie, la soupe aigre, le beurre rance mais certainement pas la rose.

Sylvie FERNOY

(1) N'étant pas rétribuée par *Royaliste*, je n'ai pas de prime pour les effets de style. C'est cadeau !

Les pièges du libre-échange

Les négociations sur le commerce international sont très opaques et, pour ce qui est connu, d'une technicité décourageante. L'Union européenne compte sur ces deux obstacles pour décourager les citoyens. Il ne faut pas qu'elle y arrive !

Voici près d'un an, les lecteurs de Magali Pernin, l'indispensable analyste de **ContreLaCour**, apprenaient l'existence de négociations sur l'Accord sur le commerce des services (TISA) qui vise à intensifier le libre-échange dans ce vaste secteur qui comprend, en autres, les entreprises d'État, les services informatiques, le commerce électronique, les marchés publics de services, les services postaux... mais pas l'audiovisuel ni les services fournis dans l'exercice des pouvoirs des gouvernements.

Le mandat de négociation donné par la Commission européenne est très inquiétant car : « *Tous les services et modes de services pour lesquels l'UE souhaite maintenir des pratiques discriminatoires envers ses partenaires devront être explicitement listés. Ce travail sera d'autant plus essentiel que le mandat prévoit la mise en place d'une clause de statu quo et/ou à effet de cliquet.* Ainsi :

1°) il ne serait plus possible d'ajouter un service exempté une fois le traité entré en vigueur (statu quo)

2°) dans le cadre de l'exécution du traité, si l'UE décide de libéraliser un nouveau service, il ne serait plus possible de revenir sur cette décision (effet de cliquet). » Tout le document analysé par Magali Pernin est à lire attentivement. (1)

Et le TTIP ? Si les négociations sur le Partenariat transat-

lantique aboutissent, ce sera une catastrophe car les études cherchant à prouver que le TTIP sera favorable à la croissance en Europe et aux États-Unis sont fausses. « *En fait, explique Jacques Sapir, ces gains apparaissent comme négligeables, en termes de PIB et de revenus des particuliers dès que l'on cherche à les estimer avec des instruments fondés sur des méthodologies réalistes. De plus, on peut paradoxalement constater que ces prévisions montrent aussi que tout le bénéfice lié au traité se ferait aux dépens des échanges intra-européens et va entraîner une forte hausse du chômage dans l'Union européenne. Le traité remettrait donc en question le processus d'intégration économique européenne. Le soutien dont il est l'objet par la Commission européenne n'en apparaît que plus étrange alors.* » Il faut en effet se souvenir que les modèles utilisés pour démontrer les bienfaits de la négociation commerciale de Cancun, en 2003, ont subi de cinglants démentis.

La démonstration de Jacques Sapir (2) est à adresser à tous les perroquets qui reprennent sans examen la propagande de la Commission européenne - en prenant soin de joindre une demande de réfutation argumentée des évaluations alternatives présentées sur **RussEurop**.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.contrelacour.fr/tisa-decryptage-mandat-negotiation/>

(2) <http://russeurope.ypotheses.org/3696>

Travailleurs détachés

Sous de louables intentions, la directive sur les travailleurs détachés légalise un « dumping social » conforme à la doxa de l'Union européenne. Elle met en lumière la divergence d'intérêts des États membres engagés dans une politique nuisible socialement et économiquement.

L'article 26 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne dispose que « le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée. » Depuis la suppression des contrôles aux frontières entre les 28 États membres, tout citoyen européen peut donc travailler librement dans l'espace européen. Est alors qualifié de « détaché », un salarié d'un État membre envoyé par son employeur travailler provisoirement dans un autre État membre. En 1996, une directive a été adoptée pour protéger le salarié détaché et éviter le « dumping » social (pratique consistant à chercher à profiter des différences de rémunérations et de réglementation du travail entre pays). Elle s'applique aux entreprises des États membres dans trois cas : l'envoi de salariés dans un autre État membre pour y exécuter un contrat ; l'envoi de salariés vers l'un de ses établissements situés dans un autre État membre ; la location des services d'un travailleur, en tant qu'agence d'intérim ou de bureau de placement.

En vertu de cette directive, la législation sociale du pays d'exécution du contrat de travail doit s'appliquer : salaire minimum, horaires, conditions de travail, etc.. Mais le salaire du travailleur détaché reste soumis aux charges sociales de son pays d'origine. Le différentiel de taux de cotisations sociales

entre États membres pouvant atteindre 30 %, le recours aux travailleurs détachés a connu une croissance rapide. Le nombre de salariés officiellement détachés en France est passé de 7 495 en 2000 à 144 411 en 2011. Ils sont en majorité Polonais, Portugais et Roumains. Ils trouvent surtout à s'employer dans la construction, l'industrie ou l'agriculture. Leur recrutement est simple. Tapez « travailleur détaché » dans Google.

Premier résultat de recherche : une entreprise française d'intérim au nom anglais, implantée à Bucarest, présente l'intérim roumain comme « une solution simple, efficace et totalement légale. » Elle se dit autorisée par le ministère du Travail, dépositaire d'une caution bancaire et maintes fois contrôlée par les autorités (lesquelles ?). Elle affirme se distinguer par le respect de la législation, ce qui laisse supposer que ce n'est pas le cas de ses concurrentes. Affichant les sourires de Christophe, Bogdan et Élena, elle précise que « vos intérimaires arrivent en France dans le strict respect de la législation française, roumaine et européenne. »

Et après leur arrivée ? Malgré les bonnes intentions de la directive européenne, la protection des salariés détachés ne semble pas toujours garantie. Ils s'entasseraient par dizaines dans des dortoirs, travaillant

parfois dix heures par jour, six jours sur sept pour un Smic. On s'assurerait leur obéissance par des menaces de renvois, des salaires payés par acomptes, pratique courante dans les usines chinoises. Un rapport parlementaire publié en mai 2013 a dénoncé la directive européenne comme consacrant « des pratiques de concurrence déloyales et de dumping social. » De plus, au moins

200 000 travailleurs seraient détachés illégalement en France. Alors Ministre du travail, M. Sapin a évoqué un accroissement du contournement des règles par des montages frauduleux de plus en plus sophistiqués. Restant sur le terrain

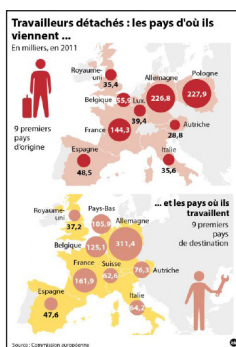
du détachement légal, la Cour des Comptes, a estimé à 400 millions d'euros le manque à gagner pour la Sécurité sociale du fait du non paiement des cotisations en France. Par ailleurs, le recours aux travailleurs détachés crée une concurrence déloyale dénoncée par de petits patrons, notamment du BTP, qui lui attribuent une partie de leur baisse d'activité. Des adhérents de la CGPME de Basse Normandie ont même décidé de réagir en signalant à l'URSSAF des chantiers susceptibles de ne pas respecter les règles en vigueur. Ils les repèrent en relevant, par exemple, des signes d'activité la nuit et les jours fériés (bruit, lumière), la présence de véhicules utilitaires immatriculés dans des certains

pays de l'UE ou dépourvus de marque des coordonnées de l'entreprise.

Devant l'ampleur du phénomène, le gouvernement de M. Valls a affirmé vouloir ériger la lutte contre les fraudes au détachement en « priorité absolue ». Dans un premier temps, la loi du 10 juillet 2014 a renforcé les obligations des sous-traitants et donneurs d'ordre. La loi Macron, votée en première lecture, a ensuite porté à 500 000 euros l'amende maximale pour fraude au détachement et exclut les fraudeurs du bénéfice d'exonération de cotisations sociales. Le Premier ministre a aussi promis un renforcement des contrôles, qui devraient être facilités par l'instauration d'une carte professionnelle.

Si elles vont dans le bon sens, ces mesures font cependant l'impasse sur la question du détachement des 18 000 ressortissants ou résidents français en France, ayant signé un contrat dans un État membre de l'UE et travaillant en France. De surcroît, elles masquent le débat existant entre les membres de l'UE voulant renforcer les contrôles et lutter contre les dérives du détachement, dont la France et l'Allemagne, et ceux qui considèrent que ces mesures répressives vont à l'encontre du principe de libre circulation des personnes dans l'Union. La Commission européenne a d'ailleurs menacé la Belgique de poursuites si elle ne supprime pas les dispositions « anti-abus » de la loi de 2013 visant à lutter contre la fraude au détachement. Mais la lutte contre la fraude est-elle le vrai problème ? Sous ses aspects protecteurs la législation européenne sur les travailleurs détachés institue entre les États membres une compétitivité aboutissant inévitablement à un moins-disant social. C'est un problème véritablement européen qui ne peut trouver de solution dans le cadre institutionnel qui l'a créé.

Laurent LAGADEC



La fermeture de la Méditerranée

L'Europe méditerranéenne est morte. On ne va pas la ressusciter. Il faut savoir en prendre acte et en tirer les conséquences.

L'inventaire est sans appel. Pour ne s'en tenir qu'à la conjoncture la plus immédiate : le désamour marocain, l'immobilisme algérien, l'attentat du Bardo, le chaos libyen, la faiblesse égyptienne, l'isolationnisme israélien, la déstabilisation du Liban par les réfugiés syriens, l'ombre portée d'Al-Qaïda et de Daïsh, comment imaginer dans ces conditions la fusion des deux rives rêvée au long du dialogue euro-arabe de 1973 (liée à la crise pétrolière), du processus de Barcelone de 1995 (rendu possible par les accords israélo-palestiniens d'Oslo) et de l'Union pour la Méditerranée de 2008 (le temps d'un aller-retour sarkozyste) ?

Ni Ben Abbes ni Bat Ye'or (1) ne sont ici pertinents. Michel Houellebecq a repris en plein ce que la polémiste juive égyptienne avait dénoncé en creux, à savoir l'adhésion à l'Union européenne des pays arabo-musulmans de la rive Sud. L'Europe se voit préférée aux États-Unis, la langue française s'impose au sein de l'UE, et le président français (franco-musulman) Ben Abbes est élu premier président de l'Europe. *Soumission* réalise *Eurabia*, une Europe devenue majoritairement musulmane à travers l'immigration et l'intégration des pays de la rive sud sous couvert du vocable d'Europe méditerranéenne sentant bon la lavande et le jasmin.

Le renforcement des échanges économiques, le mouvement des idées, la coopération sécuritaire, devaient au contraire créer l'effet inverse : moderniser et démocratiser le Maghreb, le réorienter vers le nord au lieu de

le laisser s'enfermer dans la dépendance des pouvoirs religieux de la péninsule arabe. Les ressortissants de ces pays installés en Europe loin d'être une cinquième colonne étaient les pionniers des idées nouvelles.

Ces discours pro et contra sont désormais vains. La situation a évolué d'une manière telle que ces schémas ou ces stratégies sont aujourd'hui dépassés. Pour comprendre la mutation intervenue, en cours et à venir, il faudrait au contraire revenir au classique *Mahomet et Charlemagne* de l'historien belge Henri Pirenne (paru en 1936, discuté, approfondi depuis mais dont les lignes majeures restent intactes. (2) La perspective aujourd'hui la plus plausible est en effet non la symbiose des deux rives mais la coupure, l'incompréhension mutuelle, la fermeture sur soi et non l'ouverture. La mer Méditerranée est devenue une mer fermée. Elle n'est plus troublée que par les bateaux de réfugiés comme hier par les rezzou des Barbaresques. Certes il y aura toujours le transit international est-ouest. Aux deux extrémités, de la Maroc à cause de Tanger et de Sa façade atlantique, l'Égypte à cause du canal de Suez et parce que personne ne peut laisser ce pays imploser, continueront de bénéficier d'investissements internationaux substantiels (c'est le sens de la récente conférence économique de Charm el-Cheikh).

La conséquence est, comme l'avait montré Pirenne, le report de « l'axe de la civilisation occidentale » vers le nord. Au lieu d'utiliser la Méditerranée, le contact entre Orient et Occident va désormais passer par l'intérieur des terres, l'Europe mé-

diane voire l'Europe balte, c'est-à-dire des pays germaniques. Or rien ne dit, du point de vue de Mme Bat Ye'or, qu'une Europe nordique et germanique soit plus réceptive au sionisme qu'une Europe ouverte vers le Sud.

Le propos de M. Houellebecq suscite l'interrogation : quelle est l'alternative ? Il n'est pas inutile d'imaginer de la même manière qu'il l'a fait pour le projet extérieur de Ben Abbes celui de son opposante qui n'est autre que Mme Le Pen. Quelle politique européenne, méditerranéenne ou arabe si celle-ci ou quelqu'un qui reprendrait son programme gagnait les élections de 2017 ou 2022 ?

Le constat - espérons qu'il ne sera que temporaire à l'échelle de l'histoire longue - est plutôt qu'il n'est au pouvoir de personne actuellement en Europe de provoquer ou de renverser le cours des choses des deux côtés de la Méditerranée. Oléoducs et gazoducs n'y aboutiront plus. En revanche, si la Méditerranée se ferme, la Chine entend rouvrir la « route de la soie », la Russie la route de l'Arctique. L'équilibre européen et le centre de gravité de la France même s'en trouveront déplacés. D'ores et déjà les côtes méditerranéennes de l'Europe tournent le dos au sud. Barcelone ne regarde plus vers Oran mais vers Düsseldorf, Gênes vers Tunis mais vers Francfort, et l'on sait comment l'on vote à Nice et à Perpignan.

Yves LA MARCK

(1) Nom de plume de Gisèle Littman-Orebi, essayiste britannique, écrivant en français et en anglais, spécialiste des minorités religieuses dans le monde islamique.

(2) Henri Pirenne - « *Mahomet et Charlemagne* », réédition, 05/2005, 288 pages, Coll. Quadrige, PUF, prix public : 12,50 €.

Italie

Le 16 mars : La famille royale conduite par le prince **Victor-Emmanuel de Savoie** a célébré le 30^e anniversaire de la mort du quatrième et dernier roi d'Italie **Humbert II** à l'abbaye d'Hautecombe. Parmi les 500 personnalités invitées se trouvaient des membres de la famille royale de Serbie.

Liechtenstein

Le 21 mars : Dans un entretien au *Schweiz am Sonntag*, le prince souverain **Hans-Adam II** a affirmé que le système monarchique connaîtrait une « renaissance » à grande échelle et a critiqué la construction européenne qu'il qualifie de « vision erronée ».

Barbade

Le 22 mars : Le Premier ministre **Freundel Stuart** a annoncé qu'il entendait proclamer l'indépendance de l'île, membre du Commonwealth, et abolir la monarchie en 2016 pour la remplacer par une République.

Cambodge

Le 25 mars : La princesse **Norodom Arunrasmy** a démissionné de son poste de vice-présidente du FUNCINPEC, le parti royaliste du Cambodge. Des rumeurs font état de désaccords avec son frère le prince **Norodom Ranariddh**, tandis que la concernée évoque ses responsabilités comme ambassadrice de son pays en Malaisie pour expliquer son départ.

Brésil

Le 30 mars : Dans la foulée des manifestations anti-gouvernementales, le *Real Democracia Parlamentar* (RDP) a annoncé sur son site qu'il venait d'envoyer les documents nécessaires pour s'enregistrer officiellement comme parti politique afin de faire revenir le débat de la monarchie au centre de la vie politique du pays. Les monarchistes font actuellement campagne pour un nouveau référendum sur la question.

Frédéric de NATAL

La panique identitaire

Écrivain et journaliste, Joseph Macé-Scaron est directeur de la rédaction de *Marianne*. Treize ans après avoir publié *La tentation communautaire*, il analyse dans un nouvel essai la « panique identitaire » qui a saisi de nombreux Français et qui a une dimension planétaire. Comment lui résister ?

Lorsque la question de l'identité a surgi dans le débat politique, au milieu des années quatre-vingt, la gauche a cru s'en sortir avec un slogan en forme de motion de synthèse : **vivre ensemble avec nos différences**. Cela n'a pas fonctionné car le Front national, à la même époque, s'est mis à définir le « vivre ensemble » comme une **identité nationale** excluant la différence immigrée ou issue de l'immigration. Les tentatives de récupération de la droite et les condamnations morales de la gauche n'ont pas empêché un durcissement, dans la réalité et dans l'imaginaire : ce ne sont plus les beurs et les beurettes qui préoccupent mais des groupes islamistes effectivement dangereux ; quant au Front national, il sera probablement en tête, lors de la présidentielle de 2017.

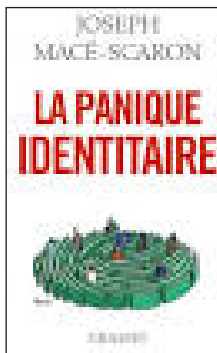
Nous en sommes là et les hautes classes ont bien l'intention de s'en tenir à un traitement polémique de la question de l'identité. Les trois camps y trouvent leur compte : la droite, oubliant le désastreux débat sur l'identité nationale lancé par Nicolas Sarkozy, peut faire de la surenchère sur les cantines scolaires en oubliant qu'elle

a abandonné la défense de la nation ; la gauche se rassure en prenant une posture moralisatrice et antifasciste ; le Front national joue sur du velours en cultivant à la fois le nationalisme et le patriotisme.

Pouvons-nous sortir de ces pièges à électeurs qui rejettent dans l'abstention des millions de citoyens ? Sans aucun doute, si nous prenons au sérieux la question de l'identité. Joseph Macé-Scaron nous y aide de manière décisive dans l'essai qu'il consacre à la **panique** identitaire. (1) Panique : le mot évoque la contagion de la peur, la fuite grégaire vers un quelconque refuge. C'est bien cela. L'angoisse s'est peu à peu répandue dans les sociétés modernes et les perturbe plus ou moins violemment.

Les maîtres-penseurs de la « mondialisation heureuse » n'avaient pas prévu ce retournement de tendance. Ils avaient annoncé la fin de l'histoire dans un grand marché prospère et apaisé grâce à l'effacement des frontières et par conséquent des nations. Ils n'ont pas voulu

comprendre que les nations étaient des collectivités protectrices, capables de garantir à leurs citoyens la sûreté personnelle et les droits démocratiques. Cette simple capacité implique l'incertitude et le conflit politique mais aussi une **possibilité** raisonnable de bien-être et de gouvernement selon le bien commun.



Certes, les nations n'ont pas disparu mais les souverainetés nationales ont été plus ou moins fortement ébranlées et les conditions de la justice et de la liberté ne sont plus réunies. Les thuriféraires du divin marché ont voulu libérer les initiatives mais ils ont surtout déchaîné les pulsions identitaires, les passions nationalistes et les fanatismes religieux. Joseph Macé-Scaron évoque l'Inde de Narendra Modi, le Japon et les différentes formes de nationalisme sur le continent européen. Ceci sans tomber dans les généralités sur le « populisme » et en distinguant soigneusement le patriotisme, amour de la patrie, et « *le nationalisme [qui] ne vit pas la patrie comme une fenêtre vers l'universalité mais comme un rempart permettant*

la purification d'une identité fantasmée. »

Phénomène mondial, la panique identitaire est vieille comme le monde. Socrate invoque dans le *Philèbe* l'antique sagesse selon laquelle « *tout ce qu'on peut dire exister est fait d'un et de multiple et contient en soi-même, originellement associées, la limite et l'infini* » mais, ajoute-t-il, « *les sages d'aujourd'hui font un à l'aventure, plus vite ou plus lentement qu'il ne faudrait et, après l'un, posent tout de suite l'infini (...).* » (2) Après les Lumières universalistes, le retour romantique aux terroirs et à l'âme des peuples. Après la promesse totalitaire de la libération de l'Homme, le culte de l'enracinement et l'apologie de la différence. En même temps que l'apologie de la mondialisation, le repli sur le groupe ethnique ou religieux... Ce mouvement de balancier, qui ne résume pas toute l'histoire humaine, ne saurait excuser une vision fataliste qui consisterait à attendre qu'après avoir exploré les formes du multiple, on se tourne à nouveau vers l'un : la pulsion identitaire est trop meurtrière pour qu'on s'en accommode.

Que faire ? Depuis plus de trente ans, la droite a tenté de récupérer l'électorat du Front national et n'est parvenue qu'à justifier sa thématique xénophobe. La gauche oscille quant

à elle entre l'attitude compréhensive - « on a bien le droit d'être différent » surtout quand on est un ancien colonisé - et la condamnation morale du Front national qui, pourtant, n'en finit pas de progresser. Les firmes capitalistes voient dans l'identité une niche à creuser, et vendent de l'ethnique et du religieux - le commerce des produits hallal est fructueux - sans se poser d'autre problème que celui de la rentabilité. Joseph Macé-Scaron explique quant à lui que la logique du phénomène identitaire est intrinsèquement meurtrière car le repli panique dans l'identité implique la négation de l'Autre. Une collectivité ne conçoit pas sa définition et son existence sans relations avec les autres et la complexité des rapports entre les personnes et entre les groupes caractérise les sociétés civilisées. Le phénomène identitaire se développe au contraire dans un double mouvement :

Le rejet de l'Autre, surtout s'il est proche, surtout s'il nous rassemble beaucoup car ce n'est pas la différence mais l'indifférenciation qui engendre la peur : on sait que l'antisémitisme vise des personnes qui ne sont pas physiquement différentes... sauf dans les caricatures antisémites, et que le nationalisme ethnique vise les « maghrébins » beaucoup plus que les « noirs » et jamais les « asiatiques » qui forment pourtant une communauté visible, solidaire, fidèle à une culture qui nous est étrangère. Nous n'avons pas peur de l'Autre, mais du Même.

La création d'un Autre fantasmé est indispensable à la fabrication d'une identité panique comme l'explique Joseph Macé-Scaron : « *Si nous vivons sous le règne de l'indifférenciation, comment vais-je faire pour m'opposer, me construire, m'identifier ? La réponse est*

simple : je vais créer un Autre de toutes pièces, golem de mes angoisses, surface de projection de mes phobies et de mes ressentiments que je vais pouvoir haïr en toute quiétude. » On voit ainsi reparaître un Juif imaginaire sous l'étiquette « sioniste » tandis que prospère l'Arabe imaginaire (3) dans les récits des « Français de souche ».

Quel qu'il soit, l'Ennemi est indispensable car il permet de s'affirmer face à lui et de trouver des camarades pour le combat commun. Le piège, fort bien décrit par Joseph Macé-Scaron, est que l'affirmation identitaire n'est qu'un système de destruction et d'autodestruction.

Il y a **effacement de la culture** qu'on prétend défendre : l'islamisme radical se construit sur une ignorance non moins radicale, selon la logique de tous les fanatismes religieux. Les Chevaliers teutoniques, qui ont accompli maints génocides dans le nord-est européen, étaient tout aussi incultes que les djihadistes.

Il y a **élimination des impurs** par les purs car le jeu de la bonne identité et de la mauvaise différence se poursuit à l'intérieur de groupes et sert à régler les conflits de pouvoir car c'est le Chef qui évalue la pureté de ses affidés hors de toute intervention d'une autorité religieuse légitime : « *Le Dalaï-lama [...] est impuissant face au massacre par les bouddhistes birmans, des membres de la communauté musulmane des Rohingyas, les parias de Birmanie.* »

Il y a **exclusion sociale** dans le cas des ghettos de riches qui se construisent un peu partout dans le monde sur des terrains privés, protégés des délinquants mais aussi complètement retranchés de la société. « *À Bâton-Rouge, capitale*



Joseph Macé-Scaron

de la Louisiane, les habitants des quartiers huppés veulent créer une nouvelle ville, Saint-Georges, débarrassée des pauvres et de la population noire. »

Il y a **nettoyage ethnique** effectué par les groupes nationalistes qui nient le territoire national, constitué par l'histoire et le droit, pour inventer une territorialité identitaire qui implique l'élimination physique ou l'expulsion des groupes déclarés étrangers après avoir été *essentialisés*.

Cette essentialisation peut sembler très abstraite. Elle l'est en effet, en un sens : on crée une abstraction qui a des effets concrets et souvent meurtriers. Au lieu de considérer que l'origine ou la religion sont des caractéristiques parmi d'autres - le statut professionnel, les préférences culturelles, les engagements politiques -, la couleur de la peau ou la foi religieuse sont proclamées essentielles pour définir celui qui appartient à la communauté ou celui qui doit en être exclu.

Il est possible d'éviter le piège identitaire si l'on ne cesse de rappeler avec Joseph Macé-Scaron que la personne nous apparaît sous différents masques (*persona* en latin) et qu'elle a toujours des identités multiples qui varient selon les lieux, les jours et les années. On n'est pas exactement le même quand on se promène en forêt le

dimanche et quand on retourne au bureau le lundi matin. On peut être bourgeois et noir de peau, voter socialiste et lire Céline ou encore, Joseph s'en souvient, être royaliste et organiser une réunion avec les gaullistes et les maoïstes... D'où cette réflexion, à graver dans le marbre : « *L'homme n'est pas sans qualités, mais il est sans définition : si on le dé-limite, on l'enferme et on finit par le faire disparaître.* »

J'ajoute un point, en référence au *Philèbe* : ceux qui courent de l'un au multiple et du multiple à l'un, dit Socrate, ignorent les « intermédiaires ». Quant à la société, cela signifie à mes yeux qu'il faut assurer par des médiations instituées les relations infiniment complexes entre l'identité et la différence. Il faut aussi les inscrire à nouveau dans la dialectique de l'unité politique et de la diversité sociale, que nous avons défendue contre le totalitarisme et qu'il nous faut préciser contre les apologies mortifères de l'Identité et de la Différence.

Bertrand RENOUVIN

(1) Joseph Macé-Scaron - « *La panique identitaire* », Grasset, 10/2014, 144 pages, prix public : 14 €. Sauf indications contraires, les citations sont tirées de cet ouvrage.

(2) Platon - « *Philèbe* », Les Belles lettres, 1978. 16 c, 17 a.

(3) Mohamed Bechrouri - « *L'Arabe imaginaire* », Plon, 2012. Cf. mon article dans le numéro 1015 de Royaliste repris sur mon blog.

Les nouveaux conservateurs

Personne n'avait vu venir le mouvement d'opposition à la loi sur le mariage entre personnes de même sexe et ce néo-conservatisme reste aujourd'hui méconnu. Gaël Brustier ⁽¹⁾ remonte à son origine, explique sa nature et tente d'apprécier la manière dont il peut influencer la droite française.

L'automne 2012 fut celui des surprises. Des socialistes maîtres de l'Élysée, de Matignon et du Parlement, on attendait une action économique et sociale déterminée sinon déterminante, et ils lancent l'offensive sur le terrain sociétal, avec la loi Taubira ! Les stratèges de la gauche s'attendaient à une victoire aussi rapide qu'éclatante or ils provoquent des manifestations de masse et une interminable guérilla parlementaire pendant laquelle le mouvement gagne en cohérence. Ils croyaient affronter la Réaction catho-intégristo-maurrassienne mais ils ne voient toujours pas - sauf ceux qui ont lu et compris Gaël Brustier - que la Manif pour tous fut un mouvement social de type nouveau qui n'eut pas la loi Taubira pour point de départ.

À l'origine de la Manif pour tous, il y a le débat au sein de l'Union européenne sur les « racines » chrétiennes de l'Europe, qui permet aux Églises - surtout l'Église catholique - d'intervenir à nouveau dans un débat public et d'y affirmer leur présence culturelle. Cette présence est bien accueillie par de larges fractions de l'opinion qui reconnaissent au religieux une fonction identitaire et mémorielle. La question majeure de l'identité, génératrice d'angoisses, est alors bien repérée par Nicolas Sarkozy - du moins par ses conseillers. Le futur

vainqueur exalte dans sa campagne de 2007 l'autorité, le travail et l'identité de la France contre l'immigration et le communautarisme, avant d'appliquer un programme atlantiste et ultra-libéral. Ce discours identitaire, qui a séduit une fraction de l'électorat lepéniste et toute la droite conservatrice, a eu de fortes incidences sur le mouvement qui s'affirme à l'automne 2012. D'autres facteurs tiennent au catholicisme : les messages de Jean-Paul II, le mouvement charismatique, l'opposition militante à la théorie du genre et les appels à manifester de la hiérarchie catholique qui dénonce dans la loi Taubira un « *refus de la différence comme mode d'identification humaine* » et qui se place ainsi dans le champ culturel.

Les stratèges socialistes n'ont rien vu venir et ne comprennent pas la nature du mouvement de masse qui se déroule sous leurs yeux. Ayant abdiqué toute volonté de révolution sociale, une partie de la gauche se reconforte avec le projet d'une révolution des mœurs. Peu ou prou, elle adhère à la thèse de Didier Eribon affirmant que « *La revendication du mariage, souvent présentée comme réactionnaire, est en fait plus subversive que le discours de la subversion. Elle a un effet de déstabilisation de l'ordre familial, sexuel, du genre, beaucoup plus fort que la subversion incantatoire.* »

À l'Élysée, à Matignon, au Parti socialiste, il n'y a pas un conseiller capable de comprendre les évolutions du monde catholique et de la société française. On croit aux sondages, qui disent que les sympathisants des homosexuels sont plus nombreux que les messalisants. On oublie que l'Ouest, de sensibilité catholique, a basculé à gauche. Et quand la Manif pour tous envahit les rues, les réactions analysées par Gaël Brustier sont stupides. On minimise bêtement l'ampleur des manifestations, on croit assister aux défilés de la « France moisie », intégriste et maurrassienne, alors que le mouvement Civitas et l'Action française sont marginaux et marginalisés. On ne prête pas attention aux symboles - le rose et le bleu, non le cœur chouan - et aux slogans. On ne veut pas voir que la Manif pour tous est dirigée par des citoyens intelligents et cultivés qui comprennent la société française infiniment mieux que les sondes et les communicants. « *Le comble, souligne Gaël Brustier, aura été de voir le président de la République évoquer une supposée clause de conscience des maires pour se dédire dans la foulée et, finalement, faire l'impasse sur le dialogue que sa fonction et sa position lui réclamaient de conduire avec les catholiques d'ouverture.* »

La loi a été adoptée mais la gauche a subi une lourde défaite dans la lutte pour la domination



Gaël Brustier

culturelle. Elle n'a pas su expliquer et faire admettre son projet ; pire, elle est incapable de dire ce qu'il en est de la France et des Français en notre siècle. Cette incapacité laisse le champ libre au Front national et aux tendances néo-conservatrices. Après avoir présenté les personnes et les groupes qui ont assuré le succès de la Manif pour tous, Gaël Brustier observe leurs parcours et leurs stratégies : rôle crucial de Tugdual Derville, regard des Veilleurs sur la crise, création de Sens commun au sein de l'UMP, stratégie de La Droite forte qui veut dépasser le capitalisme financier et le socialisme... Gaël Brustier s'intéresse plus particulièrement à Laurent Wauquier, qui a pris en compte l'héritage de la Manif pour tous et à Marion Maréchal-Le Pen qui semble vouloir créer un courant conservateur au sein du Front national.

Ces itinéraires et ces prises de position sont reliés au mouvement de fond qui a vu triompher un temps Margaret Thatcher, Silvio Berlusconi, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui ont tous quatre affirmé vouloir défendre l'identité nationale et le marché. Ce qui ne va pas sans contradictions et échecs, dont les tendances les plus politiques du néo-conservatisme français sont menacées. Mais l'effondrement intellectuel et politique du Parti socialiste leur ouvre de vastes perspectives.

B. LA RICHARDAIS

(1) Gaël Brustier - « *Le Mai 68 conservateur, Que restera-t-il de la Manif pour tous ?* », Éd. du Cerf, 11/2014, 240 pages, prix public : 18 €.

Le trésor de la prose française

Il existe de multiples anthologies de la poésie française. Celle constituée par le normalien Georges Pompidou est une des plus célèbres. En revanche, la volonté de constituer une anthologie de la prose française s'est sans doute heurtée à des difficultés particulières dont celle du nombre d'auteurs et de leur diversité n'est pas la moindre. Suzanne Julliard, qui a voulu braver cette gageure, ne signale qu'une exception qui la précède, celle de Marcel Arland en 1951. Cette référence m'a rappelé la superbe chronique que Pierre Boutang avait consacrée à ce beau travail : « ... Rien de ce qui est connaissance, depuis les simples mystères de la pure lumière jusqu'à la vie contemplative, la description mystique, n'est interdit au langage français : la lumière du monde est hors du monde, créatrice de rapports, réfractions, reflets ; comme elle, notre français excelle à faire soupçonner l'univers de n'être pas seulement ce qu'il est, ce qu'il apparaît, mais d'un soupçon réglé, ordonné, qui va du doute métaphysique de Descartes à l'exercice spirituel et à l'extase. » À un tel jugement, Suzanne Julliard souscrirait facilement me semble-t-il, elle qui professe que « le temps n'a pas de prise sur les chefs-d'œuvre. Ce sont eux qui exercent sur lui un double pouvoir : celui de l'abolir durant les heures de lecture où l'esprit captif rompant ses amarres temporelles, dérive délicieusement, et celui de ressusciter en nous notre âme d'autrefois, devant des pages longtemps oubliées qu'il nous est donné de relire. »

La preuve d'une telle emprise nous est amplement fournie par un bon millier de pages, qui bien que n'embrassant pas la totalité de notre prose nationale, nous en livre l'héritage substantiel. 150 auteurs sont invités à nous offrir le plaisir de la lecture. Un plaisir qui risque fort de s'être émoussé pour les générations qui n'ont pas reçu l'initiation et l'émulation de l'école de leurs anciens. Je sais que c'est l'objet d'un très vif désaccord. Les élèves d'aujourd'hui, me dit-on, sont d'un univers nouveau qui a sa culture propre. Ce qui passionnait les enfants sous la III^e République n'a plus de raison d'être. Et qui s'oppose à la *doxa* courante risque d'être montré du doigt comme un fâcheux *mécontemporain*. Qu'importe ! L'expérience montre que dans la banlieue la plus métissée notre trésor littéraire peut éveiller toutes les facultés d'émerveillement et de curiosité.

L'anthologie réalisée par Suzanne Julliard devrait aider à cet éveil grâce à un parcours de cinq siècles qui fait surgir tant de souvenirs, d'événements, de visages qui brusquement brillent dans la nuit. Ainsi Louis XIV vu par Saint Simon, qui fait sortir le grand roi de ses tableaux en majesté pour nous le montrer sur le vif, toujours courtois envers les dames de toutes conditions : « Jamais il n'a passé devant la moindre coiffe sans soulever son chapeau, je dis aux femmes de chambres, et qu'il connaissait pour telles, comme cela arrivait souvent à Marly. » Talleyrand dépeint moralement par l'impitoyable Chateaubriand : « Supposez M. Talleyrand plébéien, pauvre et obscur, n'ayant avec son immoralité que son esprit incontestable de salon, l'on aurait certes jamais entendu parler de lui. Otez de M. de Talleyrand le grand seigneur avili, le prêtre marié, l'évêque dégradé, que lui reste-t-il ? Sa réputation et ses succès ont tenu à ces trois dépréciations. » Enfin, Waldeck-Rousseau vu par le Barrès de *L'énergie nationale* : « Waldeck, qui est un peu artiste (il peint à l'aquarelle), un peu rêveur (il pêche à la ligne), affiche dans toutes ses occupations la nonchalance et, envers tous les hommes le mépris. Il aime qu'on attribue à sa suprême indifférence le goût qu'il a pour s'entourer de parasites et de domestiques, grossiers

et parfois tarés. « Qu'est-ce que peut me faire la qualité des gens ? » semblent-il dire figé dans son silence comme un brochet dans sa gelée. » Voilà le président du Conseil rhabillé pour l'hiver. Mais si l'on veut le contrepoint à une telle charge, on pourra consulter Péguy, qui n'avait pourtant pas coutume de faire des politesses aux puissants. Waldeck est un des rares dont il a apprécié la conduite politique. Mais je me promène librement dans les parterres que Suzanne Julliard a ordonnés à la française, en classant soigneusement ses morceaux choisis, par genres littéraires. Je n'ai pas le loisir d'une étude complète, il me faut donc un peu grappiller.



Je remarque que Philippe Muray est le plus « jeune » des auteurs cités, ce qui constitue pour lui une rare distinction. Inutile de préciser à quel point je souscris à un tel choix, qui marque la qualité d'un critique dont il est probable que l'intéressée partage largement le regard sur notre temps : « Nous pouvons voir en lui non seulement un pamphlétaire de tempérament et de métier, mais aussi une sorte de visionnaire au pessimisme intégral. » Et l'extrait de *L'Empire du Bien* qui suit concentre toute la vigueur furieuse de Muray : « Il ne restait qu'une chose, peut-être, encore un peu aristocrate, et c'était la littérature. Je ne suis pas près de digérer de la voir ainsi climatisée, nivelée à mort elle aussi. Égalisée. Brocantée. Esclave de la « communication ». Soumise, comme le reste, aux embellissements cordicoles. Dénicotinisée. Alignée. Dégroudonisée (...) Les avants-gardes de la pleine première moitié de ce siècle ne laissent peut-être pas un souvenir éblouissant, mais c'est à suffoquer que de voir quels pygmées, quels androïdes analphabètes à la vertu crétinisante campent maintenant sous les lambris conquis comme les clochards de Viridiana. »

Muray, justement, n'a cessé de respirer dans ce trésor de la langue où il a puisé, plus que dans la philosophie, son attitude devant la vie et sa façon de percer la densité humaine, celle dont s'émancipe l'*homo festinus*. L'anthologie nous permet de comprendre par quels chemins on peut parvenir à cette discipline de l'esprit et de l'âme. On sait qu'il a beaucoup pratiqué Louis-Ferdinand Céline et s'est interrogé sur l'étrange frénésie qui s'est emparée de l'auteur du *Voyage*, surtout pendant la guerre. Mais à lire tel extrait de *Mort à crédit*, on perçoit toute la proximité du médecin des pauvres à ses semblables. À vrai dire, c'est la richesse inépuisable du trésor qui transparaît à chaque référence et nous renvoie à des débats qui pour être vieux parfois de plusieurs siècles, n'ont pas pris une ride. On parle beaucoup de Voltaire en ce moment et de son *Traité de la tolérance*. Sujet inépuisable, repris par exemple par Régis Debray dans la dernière livraison de *La revue des deux mondes* : « La tolérance n'a rien à voir avec la laïcité... l'idée de tolérance est une idée faible. Mais elle correspond à une pensée faible et à une époque faible. Pour M. Hollande c'est parfait. » Et l'antithèse Voltaire-Rousseau ! Elle continue à fonctionner parfaitement : « Rousseau, dit encore Régis Debray, est un penseur plus profond, plus prémonitoire, mais qui a tout contre lui, alors que Voltaire a tout pour lui. L'un est un antipathique génial. L'autre est un sympathique un peu court. Dans la vie, c'est toujours comme ça. » Eh oui ! Suzanne Julliard nous permet de comparer les deux styles, les deux manières. Entre réalisme et symbolisme, comme le voulait Thibaudet, la prose française nous met à l'école inépuisable du parfait niveau de l'art.

Gérard LECLERC

Suzanne Julliard – « *Anthologie de la prose française* », Éd. de Fallois, 03/2015, Paris, 1088 pages, prix public : 22 €.

Le roi invisible

L'histoire de l'Italie nous est mal connue. Beaucoup d'approximations et d'erreurs, notamment pour ce qui concerne le XX^e siècle. Victor-Emmanuel III (1869-1947), roi d'Italie de 1900 à 1946 n'y échappe pas. Sa première biographie française vient enfin de paraître.

La cathédrale Sainte-Catherine d'Alexandrie abrite toujours la dépouille, jamais rapatriée, du roi Victor-Emmanuel III. C'est le lot commun de nombreux souverains morts en exil. Le corps de son fils Umberto II, le *roi de mai*, même si elle dut attendre vingt ans, repose aujourd'hui dans la nécropole de la maison de Savoie. Son père est encore victime d'une réputation détestable et loin d'être justifiée. L'ouvrage de Frédéric Le Moal (1) peut rétablir un certain équilibre dans le jugement que l'on peut porter sur ce souverain tellement mal-known.

Quant à sa personnalité, le jeune Victor-Emmanuel est le fils unique d'Umberto I et de Marguerite de Savoie-Aoste. Dut-il à ce mariage consanguin, comme déjà celui de ses grands parents, d'être né les jambes atrophiées et de ne jamais dépasser, à l'âge adulte, le mètre-cinquante ? Toujours est-il que cela lui occasionna, dès l'enfance de grandes souffrances morales. Sa mère ne l'aime guère, pour qui il n'est pas le prince grand et beau rêvé. Il fut toujours conscient de ce désamour et dès l'âge de 10 ans, il répliqua à sa mère qui voulait l'emmener pour une promenade incognito dans les rues de Rome : « *Bien sûr, tu ne voudrais pas que l'on te reconnaisse accompagnée d'un nain.* » Déjà spirituel, d'une profonde intelligence, une encyclopédie vivante dira de

lui son gouverneur, le colonel Osio. Toute sa vie, il veillera à apprendre et à être toujours parfaitement informé. Avec cela profondément anticlérical et probablement athée. Il choisira de faire un mariage d'amour, extrêmement solide en épousant la belle Hélène de Monténégro, union raillée dans toute l'Europe entre la fille d'un même pas encore roitelet balkanique et le représentant de la plus vieille dynastie souveraine d'Europe. Victor-Emmanuel pensait que sa noblesse à lui suffisait.

Durant ses années d'apprentissage, le prince héritier rechigne à devenir roi, il aurait volontiers laissé cette charge à son cousin Aoste. D'autant que l'Italie est, en cette fin de XIX^e siècle, un pays constamment en crise politique et social, où les masses, tant ouvrières que paysannes vivent dans une affreuse misère. Les Savoie, régnant sur le pays depuis 1861, sont libéraux, politiquement s'entend, mais cela ne dépasse jamais les franges de la bourgeoisie quant à la participation au pouvoir. 1896 est l'année noire pour le pays : la défaite humiliante d'Adoua face aux Éthiopiens puis la répression atroce de la semaine sanglante de Milan ternissent l'image de la royauté auprès du peuple. Umberto I^{er}, le *roi mitrailleur*, tombe sous les balles d'un anarchiste en

1900. Victor-Emmanuel n'a pas le choix, il doit monter sur le trône et assumer un pouvoir dont il ne voulait pas. Il le fait pourtant, sachant que le principal risque que court le pays est et sera durant tout son règne, la menace de la guerre civile. Il veut réconcilier et apaiser, et va y parvenir.

Le nouveau roi va de l'avant. Même peu convaincu par le suffrage universel, il se débarrasse des ministres conservateurs et promet un gouvernement faisant la part belle au centre et à la gauche. Socialiste Victor-Emmanuel ? On l'a soutenu mais Le Moal énonce que ce n'est pas vrai. Progressiste à coup sûr puisque des



avancées sociales sans précédent seront appliquées pendant les premières années du règne. Hors les grands moments, le roi participe peu au gouvernement, il laisse faire ses ministres même s'il aura toujours une assez piètre estime des politiciens. Il préfère le retrait et la vie bourgeoise. Contrairement aux souverains britanniques, il ne veut pas faire de la monarchie un spectacle, et c'est là son grand tort. Il n'a pas senti que le peuple en faisait l'une des raisons de son attachement au régime. Il le paiera cher.

S'il ne se mêle peu de politique financière et économique, il garde en revanche une mainmise sur l'armée et les Affaires étrangères. Nanti d'un réseau,

pas seulement familial, d'informateurs efficaces, il en sait toujours plus que ses ministres et veille à conserver une marge de manœuvre. Il répugne à la colonisation mais est conscient de la nécessité de donner un projet commun à la nation, ce pour quoi il se verra copieusement insulter par un certain Mussolini. Ce sera la guerre victorieuse contre les Turcs en 1911-1912 puis l'installation en Tripolitaine et en Cyrénaïque. En 1914, comme ses compatriotes, le roi est neutraliste. Cela ne durera pas. La volonté d'obéir à la mission de la maison de Savoie : unir l'Italie, sera la plus forte. La paix sera pourtant défavorable aux Italiens qui, s'ils recouvrent le Trentin et Trieste, échouent à s'installer en Dalmatie. La situation politique va s'envenimer, la guerre civile couve.

Le principal grief qui lui est fait est d'avoir soutenu Mussolini et les fascistes. Toujours la volonté d'apaisement. Il soutiendra l'œuvre intérieur du Duce pour laquelle il éprouve une vraie admiration. Pourtant, le trop grand rapprochement avec l'Allemagne le navre, tant il déteste les Allemands. Il accepte l'entrée en guerre en 1940, notamment avec la vision du retour à l'Italie de Nice et de la Corse. Jusqu'en 1943 il soutient Mussolini parce qu'il le pense seul à même de sortir le pays de l'alliance allemande. Son erreur constatée, il fait arrêter le dictateur, lors d'une opération montée comme un complot. Trop tard. Les Allemands se vengent, la guerre civile éclate au nord et va durer trois ans. Les Alliés ne veulent pas de lui. Il essaiera de tenir mais devra céder le pouvoir à son fils Umberto qui échouera au référendum de 1946. Victor-Emmanuel, désespéré, est parti mourir en Égypte.

Pascal BEAUCHER

(1) Frédéric Le Moal – « *Victor-Emmanuel III, Un roi face à Mussolini* », Perrin, Paris, 2015, 556 pages, prix public : 26 €.

Actualités de la Nouvelle Action Royaliste



MERCREDIS DE LA NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 15 avril :

Historien, titulaire d'un DEA d'histoire, **Philippe DELORME** est grand reporter à Point de Vue responsable éditorial du trimestriel Point de Vue Histoire. Il a publié une trentaine d'ouvrages - notamment des *Entretiens avec Henri comte de Paris* et, en 2013, une enquête sur *La mauvaise tête d'Henri IV* dans laquelle il dénonce la prétendue découverte du crâne de ce roi.

Son nouveau livre est consacré à une reine de France oubliée : **Anne de Kiev**, mariée en 1051 à Henri 1^{er}, petit-fils d'Hugues Capet, n'a laissé aucune trace dans les chroniques slaves et fort peu dans les archives françaises. Elle est pourtant l'ancêtre de presque tous les princes d'Europe et de nombreuses célébrités, de Bernadette Chirac à Céline Dion. Avec Philippe Delorme, nous évoquons une époque mal connue et cette reine slave dont François Mitterrand avait rappelé le souvenir à Mikhaïl Gorbatchev le 6 décembre 1989 à Kiev.

Mercredis 22 et 29 avril :

Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

SOUSCRIPTION ANNUELLE

Elle est lancée !

Parlons chiffres, une fois de plus. Mais d'abord parlons du financement des principaux journaux.

Chaque année, le ministère de la Culture publie le montant des aides publiques à la presse. Les derniers chiffres connus sont ceux de 2013 et nous apprenons ainsi que parmi les vingt titres les plus aidés :

- Le Figaro a reçu 16 179 637 €
- Le Monde a reçu 16 150 256 €
- Télérama a reçu 10 105 985 €
- Libération a reçu 9 832 531 €
- L'Humanité a reçu 6 898 645 €
- Télé Star a reçu 5 001 215 €
- Les Échos ont reçu 4 039 648 €

Nous ne contestons pas le principe de ces aides. Nous constatons que certains titres qui font régulièrement campagne contre la France des assistés – comme Le Point qui touche 4 658 889 € – bénéficient d'une belle et bonne assistance étatique. Nous observons aussi que tous les titres aidés ont des recettes publicitaires plus ou moins substantielles.

Bien entendu, nous n'avons pas la prétention de nous comparer à ces puissants organes de presse. Nous sommes un tout petit journal rédigé par une petite équipe de rédacteurs, tous bénévoles. Ce journal qui proclame dans son titre son opinion politique contribue au débat démocratique depuis 45 ans. Et depuis ce temps, nous n'avons jamais reçu la moindre aide publique et nous n'acceptons pas de publicité – sauf pour quelques livres d'amis. C'est ainsi.

Cette complète indépendance ne nous donne pas droit à un prix de vertu ; elle nous impose au contraire une gestion financière d'une extrême rigueur et l'obligation de faire appel chaque année à nos amis.

Ce moment est venu. Nous lançons notre souscription annuelle afin de réunir les 15 000 euros indispensables pour garantir notre sécurité financière et pour procéder à plusieurs investissements. Ceux-ci sont destinés à améliorer la qualité de nos publications écrites et audiovisuelles car plusieurs conférences de nos Mercredis parisiens seront prochainement disponibles sur la Toile.

Nous savons que les dons que vous nous adressez représentent des efforts importants et souvent de véritables sacrifices. Soyez-en, de tout cœur, remerciés.

Bertrand RENOUVIN

Ne nous oubliez pas !

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

☐ abonnement annuel de soutien en PDF (50 €) ☐ abonnement annuel en PDF (40 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte no 13 - 75012 Paris

Tout ça ... pour ça

Quelles conclusions tirer de ces élections départementales ? Tout d'abord l'importance de l'abstention, phénomène majeur de cette élection. 55 % d'abstention au deuxième tour.

Cela signifie que les gesticulations politiciennes du Premier ministre appelant à endiguer la poussée fasciste sont restées lettre morte. Et cela donne un éclairage particulièrement intéressant sur la véritable représentativité des trois grands protagonistes de cette élection.

Une partie du pays décroche, ne croit plus au système, et fait sécession. On peut bien sûr pour l'expliquer invoquer la crise économique, les reniements de François Hollande, l'échec moral autant que politique des partis de gouvernement. Mais n'oublions pas aussi que, pendant des années, ces partis n'ont cessé de scier la branche sur laquelle ils étaient assis, clamant leur impuissance salutaire face aux lois du marché, raillant toute politique un peu volontariste.

Pourquoi dès lors se déplacerait-on encore pour des élections, départementales de surcroît, dont on ne sait pas très bien le sens ?

Certes la petite moitié de citoyens qui s'est rendue aux urnes a donné la victoire à la droite républicaine (UMP, UDI, MODEM). S'agit-il pour autant d'un vote d'adhésion du pays et Nicolas Sarkozy entame-t-il une marche triomphale vers le pouvoir ?

C'est oublier que l'UMP a bénéficié de l'effet sanction de l'équipe au pouvoir dont ont bénéficié les socialistes en leur temps. Et que ce scrutin ne règle ni la question du projet politique de l'UMP, ni celle des menaces judiciaires qui pèsent sur le destin de son chef.

Quant à la gauche socialiste, elle a depuis longtemps anticipé sa défaite, même si elle n'envisageait pas de se retrouver acculée, en position de forteresse assiégée dans ses bastions du sud ouest.

Si le prochain congrès du PS s'annonce musclé, on peut faire confiance à Cambadélis pour tenir l'appareil. Et l'article 49-3 est une procédure juridique si merveilleuse ! Sans oublier les appels incantatoires à ne pas faire le lit de la droite et de l'extrême droite. Cela permettra sans doute de tenir jusqu'en 2017, en attendant le retour de la croissance salvatrice. Bel aveu d'impuissance.

Comment ne pas approuver Jacques Julliard lorsqu'il fustige une gauche socialiste dont le logiciel est déglingué ? « On dirait que la seule ambition de la gauche bobo est de surimposer un ordre moral antiraciste à l'ordre économique de la mondialisation capi-

taliste » ; de ce fait on ne peut que prendre la mesure de « la gravité du divorce entre la gauche et le pays tout entier. » (1)

Pensons cependant à l'apport immense que serait le retour de ministres écologiques. Les Français en frémissent d'impatience ! Pathétique.

Le **Front de Gauche** assiste impuissant et divisé à la montée du FN.

Le **Front national** triomphe à raison. S'il n'obtient « que » 62 conseillers départementaux, il recueille les voix de 4 108 404 électeurs tout près du parti socialiste qui lui en comptabilise 4 607 021 la droite en comptabilisant près de 7 millions. Les commentaires sur son soi-disant échec font dès lors sourire.

Deux députés, deux sénateurs, 14 maires, 62 conseillers départementaux, voilà un bilan des plus honorables. Où est l'échec ? Le FN est un parti qui s'implante progressivement, malgré des modes de scrutin défavorables, sans alliance et malgré un encadrement parfois défaillant.

C'est sur le fond qu'il faut attaquer le Front national, en dénonçant sa conception de la nation et de l'immigration, en montrant que ses programmes néokeynésiens ne suffisent pas à dissimuler son ancrage à l'extrême droite. Il sait humer l'air du temps.

Dénonçons l'imposture.

Marc SÉVRIEN

(1) Jacques Julliard – « le vide intellectuel d'une gauche coupée du peuple », *Le Monde*, 2 avril 2015.